APRÈS 4 JOURS DE GRÈVE DANS L'ÉDUCATION

La tendance à la reprise se confirme

La crise tend au dénouement dans le secteur de l'éducation. Il aura fallu l'implication directe de Benbouzid pour que l'option de la grève illimitée ne soit pas reconduite. Des réunions marathon ont eu lieu tout le week-end jusqu'à des heures tardives. L'Unpef et le Cnapest ont signé des P-V engageant la tutelle. Ils soumettront aujourd'hui les résultats des négociations à leur base. Le SNTE a quant à lui tranché. Il a gelé son mouvement de grève.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Week-end d'intenses négociations entre le ministère de l'Education et les syndicats ayant paralysé les trois paliers de l'enseignement quatre jours durant. Jeudi et vendredi, des réunions ayant duré des heures ont finalement permis aux syndicats de signer des procès-verbaux avec la tutelle.

Les résultats des négociations seront soumis dès aujourd'hui aux bases respectives du Cnapest et de l'Unpef mais le ton est donné. Les syndicats ont visiblement arraché l'essentiel : l'engagement de la tutelle à répondre aux problèmes en suspens dans des délais consignés dans des procès-verbaux paraphés par le ministre de l'Education.

Au Cnapest, qui représente les enseignants du secondaire, la décision sera rendue publique aujourd'hui par le bureau national. Le Conseil national dudit syndicat, qui est resté en réunion ouverte depuis mercredi, avait évalué les résultats des négociations mais mandaté le bureau national pour la décision finale.

Le coordonnateur du Cnapest expliquait hier qu'il avait co-signé un procès-verbal dans lequel le ministre de l'Education s'engage à répondre favorablement aux revendications du Cnapest au sujet du régime indemnitaire, à adopter le principe de l'installation d'une commission nationale et de commissions de wilayas pour la gestion des œuvres sociales avant la date-butoir du 31 décembre, d'installer une commission mixte relative à la médecine du travail pour la prise en charge de la problématique des postes aménagés, la révision du statut avec l'installation d'une commission gouvernementale à laquelle prendra part le Cnapest avec comme date-butoir le 15 décembre.

Photo : NewPress

Le SNTE met fin au mouvement de protestation.

D'autres dossiers sont cependant en suspens comme la question des primes du Sud pour laquelle le ministre de l'Education a répondu qu'elle nécessitait un règlement global sur lequel se penchera le gouvernement. Le coordonnateur du Cnapest, commentant hier cette actualité, estimait que «la crise tend vers le dénouement» donnant un avant-goût de ce que sera la décision du bureau national.

L'Unpef, qui représente non seulement les enseignants mais d'autres corps de métiers dans l'éducation, a également rencontré Benbouzid et signé un procès-verbal engageant la tutelle. Son chargé de la communication, Amraoui, affirmait hier que le ministère de l'Education a donné son accord sur certains sujets et fixé des échéances pour d'autres. La question de l'intégration des corps communs n'a, quant à elle, pas reçu l'aval de la tutelle.

Le fruit de la rencontre sera également présenté aujourd'hui à la base à l'occasion d'un conseil national.

Le SNTE a, quant à lui, donné le ton. Abdelkrim Boudjenah appelait hier sa base à la reprise du travail. Le SNTE, dont le conseil national est resté en session ouverte, a opté pour la reprise dès demain, après quatre jours de grève.

Le SNTE a pris cette décision sur la base des rapports de wilayas et après avoir constaté la disponibilité de la tutelle à dialoguer. Les autres syndicats devraient dès aujourd'hui emboîter le pas au SNTE, mettant fin à un mouvement qui aura touché les trois paliers de l'éducation.

N. I.

LE SNTE GÈLE SA GRÈVE ET PRÉVIENT :

«Confier la gestion des œuvres sociales aux syndicats serait suicidaire»

Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation gèle sa grève et appelle, en priorité, la tutelle à consacrer une gestion administrative des œuvres sociales du secteur. La mettre entre les mains des syndicats autonomes serait suicidaire, prévient le SG du SNTE, Abdelkrim Boudjnah.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -Pour le secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de l'éducation, qui s'exprimait hier à l'occasion d'une conférence de presse, «si l'UGTA a déjà assez puisé dans les caisses des œuvres sociales, les syndicats autonomes feront de même si jamais leur gestion leur est confiée».

La seule et unique manière d'assurer une gestion équitable des œuvres sociales des travailleurs du secteur, suggère-t-il, est de créer une caisse nationale et de confier sa gestion à l'administration. Le contraire, prévient-il, serait suicidaire.

Dans le même sillage, Abdelkrim Boudjnah s'est dit outré par la démarche de certains syndicats autonomes qui ont fait des revendications principales des travailleurs, des «meubles de décor», reléguant bon nombre de priorités au second plan pour se concentrer sur les moyens de pression à déployer pour arracher la gestion des œuvres sociales des mains de l'UGTA.

Le désengagement du ministère de l'Education concernant ce dossier est aussi intolérable aux yeux du SG du SNTE. «Benbouzid avait déclaré au départ que la gestion des œuvres sociales sera confiée aux établissements scolaires. Quelque temps après, il s'est engagé à organiser un référendum national pour permettre aux travailleurs du secteur de choisir librement le gestionnaire. Et le voilà aujourd'hui, suggérant l'installation de commissions de wilaya dans lesquelles figurent des représentants des différents syndicats autonomes. Ces derniers font justement pression dans ce sens pour appuyer cette option qui leur permettra de placer les leurs dans la gestion de la poule aux œufs d'or. Il est impossible qu'un enseignant ou un syndicaliste puisse gérer 750 milliards de centimes par an», a-t-il conclu.

M. M.

DISPENSE DES ENSEIGNANTS DES ACTIVITÉS PARASCOLAIRES

Une conférence nationale sera tenue le 8 novembre prochain

Pour le SG de la SNTE, Abdelkrim Boudjnah, l'école n'est pas une crèche et l'enseignant n'est pas un garde-enfants, pour surveiller les enfants de ceux qui ne peuvent pas les récupérer immédiatement après la fin des cours. D'autant plus, poursuit-il, que la majorité des enseignants ne sont pas formés dans le domaine des activités parascolaires. «Nous n'allons pas exiger quand même d'un enseignant de trente ans de service, avancé en plus dans l'âge, d'assurer des activités sportives aux élèves. C'est aberrant ! Soit il faut former les jeunes enseignants dans ce domaine, soit il faut ramener des spécialistes pour le faire», a-t-il suggéré. De toute manière, fera savoir le secrétaire général du SNTE, la tutelle s'est montrée favorable à l'organisation d'une conférence nationale, le 8 novembre prochain, pour décider de la solution à apporter à ce problème.

Abdelkrim Boudjnah affirme que son syndicat appuiera vivement la dispense des enseignants des activités parascolaires.

M. M.

CRISES ALIMENTAIRES MONDIALES

L'Algérie a tiré les enseignements, selon Benaïssa

L'Algérie a «tiré les enseignements» des crises alimentaires dans le monde. C'est ce que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, a affirmé, jeudi dernier, au siège de la Chambre nationale d'agriculture, lors de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation. Placée cette année sous le thème «Les prix des denrées alimentaires : de la crise à la stabilité», cette journée a été voulue un moment de solidarité avec les personnes qui ont faim dans le monde.

En présence du représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Alger, le ministre de l'Agriculture a assuré que l'Algérie a adopté une démarche active, réactive et proactive, en termes de recentrage et d'impulsion de politiques de renouveau agricole et rural aux «résultats encourageants», mise en place de systèmes de régulation et de stockage des produits de large consommation et mise en synergie des producteurs et industriels.

A charge, cependant, de libérer les initiatives et de bien valoriser les potentialités, dira Rachid Benaïssa, persuadé, au demeurant, que la sécurité alimentaire du pays est garantie et que l'Algérie est «à l'abri, encore». Ce qui n'est pas le cas pour un milliard de personnes sous-alimentées dans le monde et en particulier pour 14 millions dans la Corne de l'Afrique, dans le contexte d'envolée et d'instabilité des prix, raréfaction des denrées et crise économique notamment. Et dans la mesure où il s'agit justement d'œuvrer à stabiliser les prix et booster les investissements agricoles, selon le représentant de la FAO à Alger, Nabil Assaf, qui relève, au passage, la pertinence du modèle de régulation adoptée en Algérie.

Chérif Bennaceur

BOGHNI (TIZI-OUZOU)

Un citoyen blessé par des terroristes

Pour la quatrième fois en l'espace d'une semaine, la wilaya de Tizi-Ouzou a été la cible d'un groupe terroriste.

Après l'attentat d'Azeffoun contre des soldats de la Marine nationale, l'attaque manquée contre un convoi de l'ANP sur l'autoroute à la périphérie de Tizi Ouzou, et enfin Mekla, où quatre citoyens avaient été blessés par l'explosion d'une bombe artisanale, c'est dans la daïra de Boghni, située à une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou, qu'un groupe terroriste a fait son apparition, en début de soirée de jeudi, selon une source bien informée de la question sécuritaire en Kabylie.

Les terroristes, dont le nombre n'a pu être déterminé avec exactitude, s'en sont pris à un citoyen âgé d'une quarantaine d'années qu'ils voulaient délester de tout ce qu'il avait de précieux.

Décidé à ne pas se laisser faire, celui-ci s'est vaillamment défendu et ses cris ont rameuté ses concitoyens. A leur vue, les terroristes ont pris la fuite non sans avoir auparavant tiré des coups de feu en direction de leur victime. Celle-ci sera blessée au thorax et transférée à l'hôpital de Draâ El Mizan où sa vie a été sauvée.

A. M.